SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 25 MAI 1863.

Rapports faits, au nom de la Commission des Naturalisations, sur des demandes de grande naturalisation.

Présents : MM. le Baron de Tornaco, Président; le Comte Maurice de Robiano, T'Kint de Naeher et Van Schoor, Secrétaire.

I.

Par M. le Comte Maurice de Robiano, sur la demande du sieur Hubert Joseph Janssen, lieutenant au 2^e régiment de ligne.

(Voir le n° 72 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Par pétition en date du 10 août 1862, le sieur Janssen, Hubert-Joseph, demande la grande naturalisation.

Le pétitionnaire est né à Maestricht, le 25 août 1830. Son père ayant fait la déclaration exigée par la loi du 4 juin 1839, jouit de la qualité de Belge; se croyant Belge comme son auteur, il a négligé de faire, dans l'année de sa majorité, la déclaration voulue par la loi.

Dès 1854, le sieur Janssen avait demandé la naturalisation ordinaire qui, en 1855, lui avait été accordée par les deux Chambres. Aujourd'hui, invoquant les art. 1 et 2 de la loi du 20 décembre 1853, il sollicite la grande naturalisation avec dispense du droit d'enregistrement.

Les pièces du dossier constatent :

1° Que le pétitionnaire est né à Maestricht, le 18 août 1830;

2° Que depuis le 24 septembre 1845, il fait partie de l'armée belge et qu'il s'y est toujours distingué par sa bonne conduite, son zèle et son dévouement au service;

3° Que le 22 novembre 1839 son père, employé des douanes, a fait devant le gouverneur de la province de Liège la déclaration prescrite par la loi du 4 juin précédent, pour la conservation de sa qualité de Belge;

4° Qu'ayant, par erreur ou oubli, négligé de faire dans l'année 1850, la déclaration prescrite par la susdite loi, le pétitionnaire a réclamé la naturalisation ordinaire qui lui a été accordée par la Chambre des Représentants, le 1^{er} mai 1855 et par le Sénat le 23 du même mois.

De ce que le sieur Janssen n'a pas connu suffisamment l'étendue des privi-

lèges qu'il pouvait réclamer, on ne peut conclure qu'il ait voulu en abandonner une partie. Les autorités sont aujourd'hui, comme en 1854, des plus favorables au pétitionnaire, qui de maréchal des logis au 4^e d'artillerie, est devenu lieutenant au 2^e régiment de ligne.

La Chambre des Représentants a, dans sa séance du 19 mai 1863, admis la requête du sieur Janssen par 61 suffrages contre 13. Votre Commission a l'honneur de proposer au Sénat d'émettre également un vote favorable.

II.

Par M. VAN SCHOOR, sur la demande du sieur PIERRE WEISS, garde-pompier, à Liège.

(Voir le n^o 72 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le sieur Weiss, né à Turnhout, le 10 mai 1834, demande la grande naturalisation.

Le pétitionnaire a servi honorablement dans l'armée belge depuis 1842 jusqu'en 1860. A l'expiration de son service, il s'engagea dans l'armée française en Afrique, et fut congédié à l'époque du licenciement de la légion dont il faisait partie.

Si le sieur Weiss avait fait, à sa majorité, la déclaration prescrite par l'art. 9 du Code civil, il jouirait de la qualité de Belge.

Il vient, pour réparer les conséquences de cette omission, solliciter la grande naturalisation.

Il réunit les conditions prescrites par l'art. 2, § 3 de la loi du 27 septembre 1835, pour obtenir cette faveur.

Les autorités consultées estiment que sa demande peut être accueillie.

Cette demande a été prise en considération par la Chambre des Représentants, dans sa séance du 19 mai 1863, à la majorité de 57 suffrages contre 11.

Votre Commission a l'honneur de vous proposer de l'accueillir favorablement.

III.

Par le même Rapporteur, sur la demande du sieur JEAN HENRI CHARLES VAN GEFFEN, sergent au régiment du génie.

(Voir le n^o 72 de la Chambre des Représentants.)

Le sieur Jean Henri Charles Van Geffen, sergent au régiment du génie, est en instance pour obtenir la grande naturalisation, voulant ainsi récupérer la qualité de Belge, qu'il a perdue pour avoir pris du service à l'étranger sans l'autorisation du Roi. Le pétitionnaire est né à Anvers, le 9 juin 1832. Entré au service militaire en 1851, il devint sergent-fourrier au régiment du génie. En 1855, il déserta pour prendre du service dans la légion étrangère en Algérie ; rentré dans sa patrie, en 1857, il fut poursuivi comme déserteur et subit de ce chef, en février 1858, une condamnation à 15 jours de prison, six mois de privation de cocarde et à la dégradation de son grade. En 1859, il fut réintégré dans ce grade.

Les avis des autorités consultées lui sont favorables.

(3)

Le pétitionnaire s'est engagé, le cas échéant, à payer les droits d'enregistrement.

Sa demande a été prise en considération par la Chambre des Représentants, dans sa séance du 19 mai 1863, à la majorité de 73 suffrages contre 13.

Le Sénat a constamment été d'opinion que si la faute d'avoir déserté son drapeau n'est pas de nature à devoir priver à tout jamais le délinquant de sa qualité de Belge, elle est cependant assez grave pour que la grande naturalisation lui soit refusée. Il s'est toujours borné dans des cas de l'espèce à rendre la qualité de Belge au moyen de la naturalisation ordinaire.

Fidèles à cette jurisprudence, nous venons, Messieurs, vous proposer de rejeter la demande qui vous est soumise.

Le Président,
Baron DE TORNACO.

Le Secrétaire,
J. VAN SCHOOR.